



Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Christophe COUR, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Joël VERA

Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement - Actions Logement 2019 - Attributions de subventions à diverses associations et CCAS - Conventions - Autorisation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal.

Par délibération n°M2018-714 en date du 21 décembre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention confiant à nouveau la gestion financière et comptable du FSL à la CAF de l'Hérault et les modalités du partenariat avec celle-ci. La présente délibération vise, à la suite de la précédente, à entériner les concours financiers apportés par le FSL aux opérateurs portant les aides indirectes du FSL.

En effet, le FSL s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également comme prévu par la législation sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement, portées par des associations ou des CCAS.

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes dans des démarches participatives et partenariales.

Ces actions concernent plusieurs domaines :

- *Animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *Mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant diverses interventions en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Actions de rénovation*, dans un but de réhabilitation des logements, ou de favoriser la maîtrise de leur consommation de fluides et de lutter contre les impayés d'énergie et d'eau ;
- *Actions de médiation*, avec une recherche de conciliation entre bailleurs et locataires autour de la décence des logements et des conditions d'habitation ;
- *Gestion d'un parc d'hébergement d'insertion et de logement adapté* : prise à bail et gestion de logements dans le parc public ou privé de type appartements relais, hôtel social ou sous-location à bail glissant ou sous-location simple pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Le budget prévisionnel 2019 du FSL métropolitain doit permettre de soutenir une vingtaine de structures au total sur le territoire de la Métropole, comme en 2018, pour un montant total de subventions attribuées de 1 900 510 €, selon la répartition précisée en annexe à la présente délibération. Les actions d'accompagnement permettent aux ménages en difficulté de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets d'accès ou de maintien.

Il y a lieu de formaliser l'attribution de ces subventions par la signature d'une convention avec chaque structure définissant les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement des actions, ainsi que les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions portent sur une année, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution du concours du Fonds Métropolitain de Solidarité pour le Logement à 19 associations et 2 CCAS, pour un montant global d'aide de 1 900 510 €, selon la répartition détaillée en annexe à la présente délibération ;
- dire que les paiements seront crédités sur le compte des opérateurs par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault, gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement de Montpellier Méditerranée Métropole en vertu de la délibération n° M2018-714 du Conseil Métropolitain du 21 décembre 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir avec chacune des structures subventionnées, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71111-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmise en préfecture:

- FSL_Actions_logt_2019_subv_assos_CCAS.pdf
- CONVENTION HABITAT JEUNES 19112018.doc
- Convention ATU def.doc
- CONVENTION CBLR 2019.doc
- CONVENTION CCASVLM 2019.doc
- CONVENTION L AVITARELLE 2019.doc
- CONVENTION RESTO 19112018.doc
- Convention 2019 Amicale du Nid.doc
- Convention H H DEF.doc
- CONVENTION SOL DOM TOM.doc
- CONVENTION LE REFUGE 19112018.doc
- CONVENTION AERS 2019.doc
- Convention 2019 ADAGES Maison du logement.doc
- Convention CLCV 2019 def.doc

- Convention 2019 UDAF.doc
- Convention 2019 GEFOSAT.doc
- Convention GESTARE 2019 DEF.doc
- CONVENTION CCAS 26112018.doc
- CONVENTION ISSUE 19112018.doc
- Convention CCAS Bouissonnade def.doc
- CONVENTION LA CLAIRIERE 27112018 OK 04012019.doc
- Convention 2019 RENAISSANCE 34.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.